TIZI-OUZOU

Retrait de confiance au maire de Aït Aïssa Mimoun

Rebondissements dans la crise qui prévaut à l'APC de Aït Aïssa Mimoun, daïra de Ouguenoune. L'Assemblée vient de voter un retrait de confiance au maire Mohamed Abboud, d'obédience FFS.

La réunion de mercredi dernier a été convoquée pour le vote du budget primitif (BP), que l'opposition, forte de six élus sur neuf, refuse d'entériner.

Celle-ci a immédiatement voté le retrait de confiance matérialisé par un procès-verbal signé par les élus concernés. Il s'agit de trois élus du RCD, deux du FLN, dont un vice-président et d'un du RND.

Le cheminement pris par la guerre des tranchées à l'Assemblée municipale de Aït Aïssa Mimoun était, à vrai dire, prévisible.

Depuis l'installation de l'exécutif, l'APC n'a pas cessé de connaître des crises. Les relations entre le premier magistrat de la commune et les six membres de l'APC qui animent l'opposition se sont tellement dégradées à telle enseigne qu'il a fallu que des comités de village s'impliquent dans l'espoir de rapprocher les points de vue des deux parties campant chacune sur ses positions, considérées comme tranchées.

La discussion initiée dans le but de résorber la crise, désormais ouverte, a achoppé sur le détachement des deux élus du FFS, un adjoint et un délégué. L'opposition refuse de donner son quitus pour l'adoption de budget primitif tant que le détachement n'est pas annulé, arguant que cela est synonyme d'une dépense de trop pour une commune qui possède un budget loin d'être consistant. Le président de l'APC refuse, quant à lui de céder et a décidé de mener le «bateau» en solo. L'affaire en est restée là, et les élus des deux bords se regardent en chiens de faïence. L'APC est bloquée.

Photo : DR

Certaines communes de Tizi-Ouzou connaissent une gestion catastrophique.

Le fait que le BP n'ait pas été voté a laissé sur le carreau pas moins de huit travailleurs de la voirie. Ils ont été licenciés.

Même les entrepreneurs qui ont pris des chantiers dans le cadre des PCD ont subi les effets de la crise : leurs factures sont restées impayées, le bugdet primitif n'étant pas voté.

Pourtant, l'opposition était prête à délibérer en faveur des entrepreneurs pour peu que le maire inscrive à l'ordre du jour uniquement cette affaire des entrepreneurs. Peine perdue. L'édile municipal était intéressé par le budget primitif qu'il désire voir voté.

La Coordination des comités de village s'est mise de la partie dans le but de désamorcer la crise, en vain. Elle a réuni, récemment, les neuf membres de l'APC. La réunion vouée à la réconciliation s'est terminée finalement en queue de poisson.

Il est fort probable que l'actuel adjoint au maire soit investi du rôle de premier magistrat de la commune, comme stipulé par le code communal. Il importe de signaler que l'administration s'est murée dans un silence tout le temps qu'a duré la crise de l'APC de Aït Aïssa Mimoun.

Gaya B.

APRÈS LA FERMETURE DE L'APC D'ATH-ZIKKI

Le maire s'engage à cadastrer le territoire de la commune

Les citoyens du village Berkis ont fermé mardi dernier le siège de l'APC d'Ath-Zikki pour exiger de l'APC, accusée de laxisme dans une déclaration rendue publique, de lever le voile sur la nature juridique de l'aire de jeu de Chréa, assiette foncière relevant du domaine public selon les manifestants qui indiquent qu'elle a été aménagée avec les fonds de la commune , mais revendiquée comme propriété privée collective par le village Iguer Mehdi.

Cette situation avait conduit à un affrontement entre les jeunes des deux villages avec comme conséquence la blessure de quatre joueurs de Berkis «victimes d'une expédition punitive à l'arme blanche», affaire portée devant la justice selon les villageois qui ont greffé à leur action la dénonciation de projets à l'arrêt datant de l'ancienne gestion. C'est après que les réunions de sages de la commune pour éviter l'escalade entre ces villages frères, initiative que se disputent Berkis et le P/APC, n'eurent rien donné que les manifestants ont décidé de passer à l'action, suite «à plusieurs entrevues infructueuses avec le P/APC».

Au cours de la réunion de mardi après-midi entre une délégation des manifestants, le P/APC d'Ath-Zikki et le chef de daïra de Bouzeguène, le maire auquel les habitants de Berkis reprochent «un manque de courage devant une affaire claire» selon un responsable de ce village, a réitéré ce qu'il affirme n'avoir jamais cessé de prôner durant toute la période ayant suivi le conflit : l'appel au calme en attendant le résultat des investigations administratives auprès des domaines et de l'agence foncière pour identifier l'assiette, objet du conflit.

Le P/APC qui affirme que son institution «a hérité d'une situation catastrophique sur tous les plans» soutient avoir joué un rôle d'arbitre et de médiation pour éviter l'escalade.

Il dénonce un vide juridique et annonce que l'APC, qui se déclare incompétente pour interpréter le sénatus - consulte à l'échelle 1/20 000, va engager un bureau d'études et un géomètre certifié pour cadastrer toute la commune et statuer sur le cas du stade de Chréa.

Les citoyens de Berkis se disent frustrés de voir leurs jeunes privés du tournoi annuel célébrant le 20 Août avec toute une panoplie d'activités.

S. Hammoum

YAKOUREN

Hommage à une victime de la bataille d'Amgala

Ancien officier de l'ALN et de l'ANP, tombé au champ d'honneur à Amgala au Sahara occidental le 23/ 01/ 1976 à l'âge de 44 ans, lors de la confrontation militaire algéro-marocaine dans la guerre des sables qui a fait 3 000 prisonniers des FAR et deux avions de chasse marocains détruits par la DCA algérienne , le capitaine Arib Lounès a reçu jeudi à Aït-Bouhini (Yakouren) un hommage digne du héros qu'il fut, que ce soit durant la guerre de libération nationale ou après l'indépendance en sa qualité d'officier de l'ANP ayant en horreur l'injustice. Plusieurs témoignages de ses compagnons d'armes , dont celui du fils du colonel Mohand Oulhadj, qui a assimilé son parcours révolutionnaire à celui de Krim Belkacem, ont souligné son sens du sacrifice.

L'atypique parcours post-indépendance d'Arib Lounès a également été mis en exergue par la conférence de l'écrivain Younès Adli, auteur d'un livre sur le résistant Arezki El Bachir , un enfant du village, soulignant la similitude de son combat avec ce héros de la résistance populaire. Des dizaines de citoyens et de moudjahidine, qui ont afflué des quatre coins de la localité ont assisté à la cérémonie durant laquelle a été inaugurée une fresque à l'effigie du martyr.

Elle jouxte les bustes d'Arezki El Bachir et de son lieutenant Amar Oumeraï. Un tournoi de football portant son nom a été également organisé en sa mémoire.

Il s'est déroulé en présence de tous les villageois, hommes, femmes et enfants réunis pour rendre hommage à un héros singulier, au combat pluriel.

S. Hammoum

MILIANA

Il règle ses comptes ... avec le fusil de papa

Mercredi dernier, un jeune homme, un fusil à canons superposés dans les mains, le pas pressé, remonte la paisible rue Emir Abdelkader.

C'est la fin de l'après-midi, la rue gagne en animation après la torpeur de la sieste, beaucoup de monde est dehors pour des courses ou simplement pour goûter à la fraîcheur, à l'ombre sous les platanes centenaires qui forment une véritable tonnelle très prisée de tous.

Les riverains qui se tenaient là sont restés médusés, surpris par l'attitude belliqueuse du jeune homme armé, connu en ville pour n'appartenir à aucun corps de sécurité, qui court presque.

A une vingtaine de mètres avant d'arriver au siège de la mairie, le forcené brandit son fusil et tire sur un juge puis en direction d'un autre individu dans la foule qui prend la fuite. Il rate sa cible mais quatre paisibles citoyens qui se trouvaient là sont blessés par la décharge, sans gravité heureusement. C'est ce que racontent des témoins de la scène.

En fait, selon d'autres sources, le forcené, M. B., est âgé de 24 ans et réside au centre-ville. Selon ces sources, c'est à la suite d'un différend avec un tiers que M. B., connu des services de police, ayant déjà eu maille à partir avec la justice, condamné à une peine d'emprisonnement l'année dernière, n'a pas trouvé mieux à faire pour exiger réparation que d'aller prendre le fusil de son père et tenter de se faire justice lui-même.

Il va sans dire qu'avec des munitions de gros calibre, cela aurait conduit à un drame épouvantable. Les policiers ont alors intervenu immédiatement, maîtrisé le forcené et l'ont dessaisi de son arme. Il a été placé en garde à vue au siège de la Sûrete de daïra et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances précises à l'origine de ce qui aurait pu conduire à un massacre d'innocents.

Jeudi, les commentaires allaient bon train dans toute la ville et principalement dans la rue où s'est déroulée la scène. «C'est l'anarchie !» se plaisent à dire certains. «Si chacun devait se faire justice lui-même, où allons-nous ?» Comme s'il n'y avait pas eu assez de morts par violence !» s'interrogent d'autres.

«Comment peut-on laisser une arme à la portée d'individus instables ? se demandent encore d'autres. Une leçon à méditer car cette négligence aurait pu coûter des vies humaines.

Selon le parent d'un commerçant touché, les blessures ne sont heureusement pas graves.

Karim O.